

Une nouvelle approche en matière de gestion de l'aquaculture et de protection du saumon sauvage

Dossier de la rédaction de H2o
January 2019

À

La demande mondiale de poissons et de fruits de mer comme source alimentaire à haute teneur en protéines a considérablement augmenté, et elle devrait continuer d'augmenter tandis que la population mondiale continue de croître. En combinant la situation avec les pressions sans précédent auxquelles sont soumis plusieurs stocks mondiaux de poissons dans nos océans, il est clair que la planète a besoin d'aquaculture.

L'industrie aquacole canadienne gagne des milliers de bons emplois de la classe moyenne, principalement au sein des collectivités côtières, rurales et autochtones. Le secteur fournit des produits canadiens de qualité élevée aux marchés du monde entier. Comme le Canada s'apprete à saisir les occasions économiques qu'offre le secteur de l'aquaculture, le gouvernement du Canada, en partenariat avec les provinces et les territoires, l'industrie, les peuples autochtones, les groupes environnementaux et d'autres intervenants, doit travailler en pleine collaboration pour assurer une voie à suivre qui soit viable sur le plan économique et durable sur le plan environnemental. Aussi le gouvernement du Canada vient-il d'annoncer une série d'initiatives qui feront en sorte que le secteur de l'aquaculture soit prospère sur le plan économique et durable sur le plan environnemental. Parmi les initiatives-clés figurent les suivantes : une étude sur les technologies de remplacement pour l'aquaculture, y compris les technologies de confinement en milieu terrestre et en milieu marin ; l'adoption d'une approche de la gestion de l'aquaculture globale, collaborative, axée sur des zones ; l'élaboration d'un cadre de gestion du risque lié à l'aquaculture qui renforcera une gestion durable du secteur à l'échelle nationale, et qui constituera le cadre général des politiques, décisions et outils futurs liés à une gestion de l'aquaculture reposant sur des travaux scientifiques ; l'établissement d'un seul régime réglementaire exhaustif - une réglementation générale en matière d'aquaculture. Ces mesures, précisées dans le communiqué, permettront de changer la manière dont sont effectuées les activités aquacoles au Canada, en mettant en place une approche plus holistique à la gestion de l'aquaculture, créant plus d'emplois et protégeant notre environnement. Le gouvernement a demandé à la conseillère scientifique en chef du Canada, Mona Nemer, d'examiner, à la tête d'un groupe d'experts, les diverses manières dont nous pouvons renforcer les travaux scientifiques en matière d'aquaculture, et comment la science éclairera notre processus décisionnel.

Les initiatives annoncées résultent de la réunion du Conseil canadien des ministres des pêches et de l'aquaculture (CCMPA), s'étant tenu à Saint-John's (Terre-Neuve) à l'issue de laquelle les ministres sont convenus d'élaborer une loi fédérale sur l'aquaculture, qui visera à améliorer la transparence du secteur, faciliter l'adhésion à de meilleures pratiques et offrir à l'industrie une plus grande cohérence et une certitude plus importante. À

Pêches et Océans Canada